

niste — prenaient violemment position pour Zola. Elles saluèrent le courage moral du « J'accuse » et demandèrent tout simplement la révision du procès Dreyfus, au nom du féminisme.

« Je prétends, écrivait Maria Pognon dans *La Fronde*, que si nous ne demandons pas justice pour un condamné que nous avons tout lieu de croire innocent, nous n'avons pas le droit de réclamer justice pour nous. »

Oui, nous nous mêlons du débat d'aujourd'hui car il est essentiellement le nôtre. Nous sommes, femmes, porteuses de vie et, à ce titre, nous exigeons le respect d'une vie, mais d'une vie que nous avons choisie de donner librement, dans la responsabilité et la lucidité.

Si j'apporte ces précisions, c'est que quelques-uns de nos collègues de l'opposition voteront, avec nous, l'abolition de la peine de mort. Je dois saluer leur courage. (*Murmures sur divers bancs du rassemblement pour la République.*) Cette attitude est incontestablement à leur honneur. Tant il est vrai que le clivage d'un changement de culture de coïncide pas toujours avec celui des étiquettes politiques.

Mais, certains d'entre eux, les plus nombreux je le crains, risquent de le faire au nom d'une fausse symétrie : l'opposition à l'avortement entraîne, disent-ils, celle à la peine de mort. Question de respect de la vie, affirment-ils.

Malentendu, malentendu fondamental porté par les mêmes mots. Oh ! je ne me lancerai pas, de nouveau, dans la discussion de la définition de la vie et du commencement de cette vie. D'autres débats, des procès, les déclarations d'éminents hommes de science, ont tenté de répondre. François Jacob, prix Nobel de médecine, avait récusé le problème et modestement répondu : « La vie ne commence jamais. La personne humaine n'apparaît pas à un moment précis... pas plus que le jour qui se lève... ».

Il reste qu'exécuter un homme, après une cérémonie judiciaire, n'est en rien comparable à la revendication de liberté élémentaire que les femmes ont tenté de faire aboutir : choisir de donner la vie, c'est-à-dire, selon Jean Rostand, autre témoin du procès de Bobigny : « ouvrir les chemins de la vraie vie humaine ».

Donner la vie implique une responsabilité et un engagement quasi philosophique : celui de la continuer, justement. Mais, ni par hasard, ni par erreur, ni par fatalité.

Et c'est là une autre analogie entre le choix de nos maternités et le rejet de la peine de mort, car nous refusons, dans les deux cas, la fatalité.

Fatalité biologique d'une vie — accident, nous disons « non » ; de la même manière, fatalité sociale de l'enchaînement crime—guillotine, nous disons « non ».

M. Jean Natiez. Très bien !

Mme Gisèle Halimi. Le progrès est à la fois dans le désir de vie et dans le refus de la mort donnée.

Renoncer à cette mort, c'est signifier que le progrès social, l'éducation, la justice deviendront nos armes privilégiées contre la violence. C'est décider, une fois pour toutes, de remettre le talon aux accessoires bibliques.

Procréer, pour nous, n'est pas seulement, comme il a été dit il y a quelques années, et peut-être dans cet hémicycle, un acte tricolore ; procréer, c'est un acte de responsabilité et un acte d'espoir.

Cette vie donnée parce que nous l'avons choisie, nous n'acceptons pas, nous, que vous la supprimiez. Car, à notre responsabilité de femmes source de vie, vous opposeriez votre irresponsabilité de citoyens.

Chacun le sait, les grands écrivains et hommes politiques, de Jaurès à Camus, Victor Hugo, Lamartine, ont insisté particulièrement sur le nécessaire partage des responsabilités. Le partage de responsabilités qui doit s'instaurer entre le criminel et la nation tout entière.

Répondre au meurtre individuel par un meurtre social est, je n'hésite pas à le dire comme je l'ai senti, comme je l'ai vécu, un acte de lâcheté en même temps qu'un acte de désespoir.

Mais les femmes, me rétorquerez-vous, sont comme les hommes, guère plus, dans leur majorité, pour le maintien de la peine de mort. On les a pourtant accusées d'être plus répressives et d'être plus nombreuses à être favorables à la peine de mort. Or nous savons depuis peu — la vérité se fait — qu'il y a autant de femmes que d'hommes, une majorité hélas ! contre l'abolition. Il faut cependant essayer de comprendre et chercher les raisons d'une telle attitude.

Si les femmes sont favorables au maintien de la peine de mort, c'est essentiellement parce qu'elles ont peur et qu'elles n'ont pas les moyens physiques, intellectuels ou politiques de surmonter cette peur.

Mais, qui éveille, qui propage, qui multiplie cette peur d'autant plus redoutable qu'elles sont, les femmes, vulnérables physiquement ? Pensez au viol, à ce crime abominable dont elles sont les seules victimes.

Qui donc fige les femmes dans des stéréotypes émotifs, anti-rationnels, primaires quelquefois ? Qui dit, écrit, décide qu'elles sont — comme les hommes — pour la liquidation physique d'un criminel ?

N'oublions pas, n'oublions jamais, que l'économie, la politique, la culture restent dans le monde, et à quelques variantes près, des fiefs masculins.

Elles savent pourtant, les femmes, mieux que quiconque, elles qui mettent au monde, qu'on ne nait pas criminel, mais qu'on le devient.

Mais les valeurs et le langage des femmes n'ont aucune autonomie. La dépendance économique et culturelle qui est la leur ne leur permet guère de parler — et de se faire entendre — de solidarité humaine, de responsabilités partagées, de véritable respect de la vie.

Un sondage, publié aujourd'hui, que vous avez sans doute tous lu, va dans le sens de cette explication.

Les adversaires de l'abolition — hommes et femmes — sont plus nombreux chez les agriculteurs et les ouvriers et, d'une manière générale, dans les milieux défavorisés, économiquement et culturellement...

M. Jean-Paul de Rocca Serra. Merci pour nous !

Mme Gisèle Halimi. ... et dans les partis politiques conservateurs R. P. R. et U. D. F., représentés par l'opposition d'aujourd'hui.

Ce qui est — soit dit en passant — un juste et grand hommage rendu à la gauche, et singulièrement au parti socialiste, dont le programme inclut, à part entière, le droit de chacun à comprendre le monde, le droit de chacun à l'intelligence et à la culture.

Car ne vous y trompez pas : la peine de mort est le crime culturel par excellence.

Un crime qui méprise les citoyens en les entretenant dans la peur, qui réduit les victimes à une revendication de sang appelée par le sang, qui ignore l'auto-destruction qui anime chaque homme qui tue, et qui va, dans cette ignorance, jusqu'à le tuer lui-même.

Reste que nous qui donnons la vie nous ne pouvons accepter la tuerie organisée.

Certes, dans la dialectique implacable de la biologie, donner la vie, c'est donner la mort. Mais nous ne voulons pas de celle qu'apportent la guerre, l'arme nucléaire, la faim dans le monde, la guillotine.

Oh, on m'accusera peut-être de simplifier à outrance, mais, si on le faisait, je répondrais, comme René Char : « Ce n'est pas moi qui ai simplifié les choses, mais les choses horribles m'ont rendue simple. »

Quand je dis « nous », je veux dire celles qui ont la conscience de ce qu'elles sont et de ce qu'il est juste qu'elles deviennent : les femmes féministes, donc. Celles qui ont mené dans ce pays aux côtés des Badinter et de quelques autres, le combat abolitionniste. Pétitions à l'Élysée, propositions de loi auprès des partis, procès dans les prétoires, déclarations à la presse, « Choisir » a tenté de faire admettre que les femmes devaient se dresser contre la peine de mort.

Nous disons « non » à cette mort, comme nous disons « non » à celle, diluée et atroce, pire peut-être, d'une peine de réclusion criminelle incompressible, c'est-à-dire sans possibilité de grâce ou de libération anticipée. C'est ce que certains proposent, sous le titre de « peine de remplacement ».

Mais un homme peut-il rester un homme s'il se sait définitivement coupé de notre communauté, aliéné, à jamais, de la perspective de redevenir, parce qu'il l'aura voulu, décidé et mérité, un homme parmi les hommes ?

Tuer l'espoir, c'est aussi tuer. On ne vit pas impunément en mort pour l'avenir.

D'un reclus perpétuel, on fait une bête. Soit une bête fauve et agressive — et le danger est grand pour ceux qui, dans les prisons, ont la lourde charge de garder — soit une bête prostrée et étrangère à une vie dont on aura coupé le seul moteur : l'espoir.

Femmes féministes, nous nous battons pour que la venue au monde de chaque être humain résulte d'un choix conscient et non du hasard, de l'erreur, de l'ignorance, ou de la contrainte.

M. le président. Madame Halimi, veuillez conclure.